



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

28-06-2015

Contre les Partis du capital, contre les fausses alternatives, Rejoignez le combat du parti révolutionnaire -COMMUNISTES

Un récent sondage paru dans *le Parisien* indique que 89 % des personnes interrogées ont une « mauvaise opinion » des partis, 94 % les jugent « peu crédibles », 93 % « peu honnêtes ».

Les partis gestionnaires du capitalisme UMP/les Républicains et le PS défendent et appliquent au pouvoir, une même politique antisociale et antipopulaire. **Ce sont les relais des multinationales qui dirigent en réalité notre pays.**

Leur démarche peut être résumée ainsi : démagogie et promesses dans l'opposition, trahison des engagements au gouvernement. Chirac avait crûment « *les promesses n'engagent que ceux qui y croient* ».

En chassant Sarkozy, les illusions ont été fortes sur Hollande. Or le gouvernement Hollande-Valls poursuit et aggrave la destruction des conquêtes sociales comme son prédécesseur.

Le consensus est total entre la droite et le PS sur l'austérité, les aides publiques aux entreprises, la construction de l'Europe capitaliste, la politique de guerres au Moyen-Orient et en Afrique.

Consensus qui se heurte à l'architecture de la Vème république fondée entre autre sur la mystification d'une prétendue opposition droite/PS.

Alors pour essayer de tromper l'opinion, la droite surenchérit sur les aides au capital, le PS joue la carte de l'Union nationale avec « l'esprit du 11 janvier ».

Mais les faits sont là, Valls a eu recours au 49-3 pour masquer la réalité du consensus, la loi Macron serait passée avec les voix de droite. Ce qui permet à la droite aussi d'être dans son rôle avec le dépôt de sa motion de censure !

A deux ans des présidentielles, il faut relancer le mensonge d'un PS opposé à la droite sur le fond et pas sur la seule course aux portefeuilles ministériels. Chacun

peut mesurer qu'une nouvelle illusion grandit. « *On a essayé la droite puis la gauche, pourquoi ne pas essayer le FN ?* ».

Cela se reflète dans le sondage cité ci-dessus puisque le FN arrive en tête avec 23 % comme « *parti le plus proche de la préoccupation des français* », en tête également comme proposant des « *solutions efficaces* », et en troisième position pour « *l'honnêteté* » (16 % à un point des écologistes et du MODEM !).

Beaucoup d'explications sont nécessaires car, au-delà de sa démagogie sociale, le FN ne manque jamais d'évoquer son « *attachement à la libre entreprise* » (lire le capitalisme) et vote ou défend aux Parlements français et européen toutes les mesures d'austérité.

Le FN incarne le 3^{ème} parti du capital et la relève si le système fondé sur l'alternance (UMP/PS) est bloqué. Les sondages et études ne vont pas jusqu'à cerner l'origine réelle des maux et les sources de cette désaffection pour les Partis. C'est-à-dire, le mode de production capitaliste lui-même et ses relais. Au contraire, les instituts d'opinion publique sont aux mains de groupes capitalistes. Ces derniers ont évidemment un intérêt de classe à promouvoir un « homme ou une femme providentiel (le) » ... pour mieux dédouaner le système d'exploitation capitaliste. C'est d'ailleurs la fonction aussi de tous les Partis institutionnels.

Les signes d'une recomposition politique en cours

De plus en plus désavoués, les Partis du capital ne restent pas inactifs et les traits d'une recomposition politique se dessinent.

Ces restructurations ne sont qu'un leurre sur le mode « *tout changer pour ne rien changer* ». L'UMP a adopté sa recette habituelle, le changement de nom : les Républicains. Sarkozy l'instigateur de ce changement veut concurrencer le FN avec des surenchères sur la laïcité dirigée contre les seuls musulmans.

Ainsi, il avance sa volonté de lancer le débat sur la remise en question du droit du sol. Le débat présenté pour combattre le « communautarisme » constitue une diversion par rapport aux enjeux réels, surfant comme le FN sur la xénophobie et les boucs-émissaires. Ses concurrents à la présidentielle, Juppé et Fillon, occupent le terrain économique pour surenchérir sur les aides publiques au capital mais trouvent certaines avancées dans le Pacte de Responsabilité et la loi Macron.

Ce n'est pas un hasard si Hollande a rencontré Fillon au Mans et Juppé à Bordeaux. Gageons qu'ils n'ont pas parlé seulement de course automobile ou de la promotion du vin français.

De plus, la presse a fait état de propositions à Lagarde président de l'UDI pour que ce dernier préside le grand Paris.

Va-t-on vers l'ouverture du PS vers le « centre » ? A suivre ... D'autant que Hollande donne des signes forts au patronat. A peine les retrouvailles Valls-Aubry entamées au congrès du PS autour d'une « redistribution » de 15 milliards d'argent public du Pacte de Responsabilité que Hollande siffle la fin de la récréation.

Dans le journal patronal « Les Échos », Hollande rappelle au respect de la « parole de l'État » et de ses engagements vis-à-vis du capital.

Le FN, suite à la contradiction entre ses résultats du 1^{er} tour des élections départementales et sa difficulté à gagner au second tour, a renforcé son entreprise de « dédramatisation » en chassant J. M ; Le Pen de la présidence d'honneur du FN pour ses prises de position pétainistes jugées sur le tard « inopportunes ». Ce qui peut jeter les bases d'un rapprochement ultérieur avec certains secteurs de l'ex-UMP

La « gauche de la gauche » n'est pas en reste. Le PCF toujours en quête d'un « projet » se tourne vers les Écolos proches de Cécile Dufflot et la « Nouvelle

donne » de Larouturrou (ancien responsable CFDT et PS et chantre du « partage du temps de travail »).

L'économiste du PS Liêm Hoang Ngoc vient de quitter ce Parti et appelle à « *faire émerger une coalition des gauches sociales, écologistes et radicales, alternatives au PS* » sur le modèle déjà défraîchi d'un Syriza à la française.

Toutes ces forces se situent sur le terrain de l'aménagement du capitalisme. Le « *partage des pouvoirs et des richesses* » avec le capital, un « *meilleur équilibre* » du pacte MEDEF-HOLLANDE-CFDT, sans toucher aux profits monopolistes, telles sont leurs propositions. Quant aux « frondeurs », leurs positions permettent au PS de ratisser plus large en gardant les déçus de Hollande-Valls. Le PS aux affaires a toujours engendré une « aile gauche » sur fond de gestion loyale du système capitaliste.

Le système électoral en France différent de la Grèce les obligera tous à rentrer dans le rang le moment venu, à appeler au vote pour le PS, afin de garder leurs élus.

La montée des fausses alternatives

Conséquence de cette marche vers la recomposition politique, de fausses alternatives émergent.

PS et UMP/Républicains vont continuer de défendre l'UE, l'austérité avec le credo de la « baisse du coût du travail » comme impératif pour créer des emplois. On sait ce qu'il est advenu de la promesse de Gattaz de créer un million d'emplois à la signature du pacte de responsabilité !

Toujours dans le but d'épargner le capitalisme de la colère populaire, une autre diversion politique apparaît.

Chevènement vient de démissionner du MRG (mouvement républicain de gauche) qu'il avait fondé pour se rapprocher de Dupont-Aignan (debout la France), au nom de « *l'union des républicains des deux rives* ». Leur cible est une UE qui fait la part trop belle à l'Allemagne de Merkel (comme Mélenchon), « Bruxelles » et l'euro dont Dupont-Aignan propose la sortie.

A rapprocher de celui que la presse présentait comme le tenant de la « gauche » du PS, Montebourg qui après avoir signé un appel avec Matthieu Pigasse de la banque Lazard pour appeler à une alternative à l'Allemagne dans l'UE...se rapproche du député UDI Jégo.

Tous les deux vont créer l'association « *vive la France* », « *pour soutenir la production et le savoir-faire français* »

Ce sont là des opérations politiciennes qui visent à concurrencer le FN sur sa problématique, pour le moment venu, rabattre sur le vote « utile » pour le PS ou les Républicains.

Sans oublier certains secteurs minoritaires plus ou moins dans le PCF qui exigent le « *retrait de l'euro, de l'UE* », un retour au franc pour relancer les exportations grâce à une dévaluation, cela dans le cadre du capitalisme !

Soyons clair, le Parti révolutionnaire – COMMUNISTES- relie la dénonciation de la politique de l'UE à sa base matérielle le capitalisme monopoliste. On ne peut lutter contre « Bruxelles », l'euro, l'UE sans combattre le capitalisme jusqu'à son renversement. De plus, les responsabilités de la classe capitaliste française ne sont pas moindres que celle de l'Allemagne dans les coups dramatiques portés aux peuples d'Europe.

Tous ces grenouillages visent à détourner l'attention sur de fausses alternatives pour préserver et pérenniser le capitalisme.